ISSN 1561-3739

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION

NUMÉRO 70 OCTOBRE 2014

www.afristat.org

La lettre d'AFRISTAT

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Sommaire

ÉDITORIAL 1

QUESTIONS LIEES AUX GRANDES REFONTES DANS LES BUREAUX NATIONAUX DE STATISTIQUE 2

NOUVELLES D'AFRISTAT 4

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE 6

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 7

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 8

ÉCHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE 9

ECHANGE DE BONNES PRATIQUES 11

RÉUNIONS, ATELIERS ET SÉMINAIRES 12

AFRISTAT
BP E 1600
Bamako, Mali
Téléphone
(223) 20 21 55 00
20 21 55 80/20 21 60 71
Fax (223) 20 21 11 40
afristat@afristat.org
www.afristat.org

Éditorial

Le troisième trimestre de l'année 2014 se caractérise par l'organisation des réunions statutaires du second semestre de l'année, le renforcement des partenariats, la poursuite de l'assistance technique aux pays et des actions de plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

Depuis le début du trimestre, la Direction générale s'est mobilisée pour œuvrer à la bonne organisation de la 19ème réunion du Conseil scientifique et de la 30ème réunion du Comité de direction d'AFRISTAT. Ces rencontres qui se sont déroulées à Bamako respectivement, le 16 septembre 2014 et les 17 et 18 septembre 2014 ont donné lieu à d'importantes résolutions.

En effet, le Conseil scientifique a entériné la proposition de note méthodologique présentée par l'Observatoire sur l'évaluation de la consommation et des marchés alimentaires à partir des données d'enquêtes de suivi des conditions de vie des ménages. Le Comité de direction, a pour sa part, validé le plan triennal 2015-2017 proposé par la Direction générale d'AFRISTAT, ainsi que les évaluations budgétaires qui en découlent. De plus, le processus de recrutement devant conduire à la désignation d'un nouveau Directeur Général de l'Observatoire pour la période 2016-2019 s'est poursuivi avec l'examen des candidatures reçues.

La promotion des partenariats a été particulièrement intense au cours de ce trimestre avec la participation d'AFRISTAT aux réunions organisées, la reprise de discussions sur des projets de collaboration et le suivi des activités menées conjointement avec certains organismes. C'est dans ce cadre qu'AFRISTAT a :

- participé à la 27ème réunion de la Conférence des écoles de statistique africaines (CODESA) et au 5ème Comité de programme CESD-Adetef, rencontres au cours desquelles l'implication de la participation de l'Observatoire dans le processus d'organisation des concours communs d'entrée dans les écoles de statistique africaines a été réaffirmée et l'appui pour le renforcement des capacités des experts d'AFRISTAT a été renouvelé ;
- repris le traitement du dossier relatif au projet IHPC-CEMAC en vue de son démarrage effectif ;
- pris une part active à la réunion du Comité régional de la statistique des pays de l'UEMOA et procédé en marge de celle-ci à la remise officielle du logiciel Phoenix-UEMOA ;
- obtenu de Statistique Canada, sa participation à l'animation d'un séminaire sur la planification stratégique intégrée à l'intention des Directeurs généraux des INS ;
- procédé à la signature d'un protocole d'accord avec le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (Sesric) dans le but de promouvoir la coopération dans le domaine statistique entre les deux institutions ;
- effectué le suivi des activités menées avec l'Insee et PARIS21 ; et
- identifié les actions à mettre en œuvre au cours des prochaines semaines.

En direction des Etats membres, les appuis traditionnels se sont poursuivis, particulièrement dans les domaines des statistiques sociodémographiques, des statistiques d'entreprises, des statistiques des prix, de la conjoncture, de la coordination statistique et de la communication et diffusion. En outre, des pourparlers ont été initiés avec le Burundi, le Congo et Djibouti dans la perspective de la conclusion de conventions spécifiques de renforcement des capacités statistiques avec, selon les cas, l'appui des partenaires financiers locaux ou les autorités nationales.

Dans le cadre de la mobilisation des ressources financières pour le fonctionnement d'AFRISTAT, la Direction générale a multiplié les actions de plaidoyer à travers la sensibilisation et les échanges divers avec certains Etats membres.

Cosme VODOUNOU, Ph. D.
Directeur Général d'AFRISTAT

Questions liées aux grandes refontes dans les bureaux nationaux de statistique

Peter Morrison et Jacqueline Mayda de Statistique Canada

Les défis auxquels font face les gouvernements et les instituts nationaux de la statistique (INS) et les possibilités qui s'offrent à eux n'ont jamais été aussi grands. Les pressions qui s'exercent sur les INS vont au-delà des obligations historiques de fournir des données actuelles et exactes. Les préoccupations sociales, économiques, environnementales et technologiques exigent une compréhension et des solutions promptes, en raison de leur évolution rapide, de plus en plus complexes et souvent inextricablement liées. S'ajoutent à la donne, les répercussions de récents événements mondiaux et leur inévitable réaction en chaîne dans les économies et les institutions nationales, notamment les INS. Face à la compression de leurs budgets et à une société de l'information de plus en plus vaste et instruite, les INS devront s'adapter aux possibilités qu'offre la technologie et aux défis de répondre aux nouveaux besoins d'information dans un monde en évolution rapide. Pour Statistique Canada, l'avenir passe par un important effort de modernisation qui touchera tous les aspects de ses secteurs d'activité, de l'élaboration de nouvelles méthodes de collecte jusqu'à un plus vaste accès aux microdonnées et à la diffusion libre-service, en passant par des logiciels et des outils communs. C'est dans ce cadre que Statistique Canada a mis en œuvre l'Architecture Opérationnelle du Bureau (AOB) dont les objectifs et les principes clés, le processus de mise en œuvre et les facteurs de réussites seront définis dans les sections suivantes.

1. Objectifs et principes clés de l'Architecture Opérationnelle du Bureau

A la suite des recommandations présentées en 2009 par un groupe de travail de la haute direction, l'initiative de l'Architecture Opérationnelle du Bureau (AOB) a été lancée à Statistique Canada. En abordant certains aspects importants des problèmes de qualité et de coût, cette initiative répond partiellement aux défis que doit relever l'INS. Cette initiative s'appuie sur l'examen complet de la façon dont Statistique Canada mène ses activités, notamment les processus utilisés, les systèmes informatiques, les systèmes de planification, la formation et la structure organisationnelle. Les éléments de la vision originale de l'AOB seront pleinement mis en œuvre d'ici 2015 2016, mais, dans un souci constant d'efficience, l'organisme a institué un examen permanent de son architecture opérationnelle.

L'initiative de l'AOB poursuit trois objectifs :

- réduire de 5 % les coûts de fonctionnement permanents et réinvestir ces économies dans le maintien de la qualité des programmes statistiques et analytiques ;
- améliorer l'assurance de la qualité grâce à la mise en œuvre d'un ensemble réduit, sans chevauchement, de systèmes et de processus plus robustes, correctement maintenus et assortis d'une documentation appropriée ;
- accroître la rapidité d'exécution de nouveaux programmes statistiques grâce à la rationalisation des processus opérationnels de base de Statistique Canada.

Pour rendre l'architecture opérationnelle de Statistique Canada plus efficace et plus robuste, il faut, au cours des années à venir :
(i) opérer un changement culturel et de gouvernance visant à privilégier la prise de décisions optimales à l'échelle de l'organisme (plutôt qu'à l'échelle locale) ;
(ii) créer des métadonnées au début de chaque processus et les utiliser tout au long du cycle de vie du projet au moyen de systèmes intégrés ;
(iii) optimiser l'utilisation des services intégrés, comme l'informatique, le soutien méthodologique et l'infrastructure de base de sondage, la collecte, la saisie et l'imagerie des données, le traitement statistique, les demandes de renseignements du public et la diffusion ;
(iv) maximiser la réutilisation en réduisant au minimum le nombre de processus opérationnels et de services informatiques distincts ;
(v) limiter le plus possible le nombre de logiciels et d'outils utilisés à l'appui des processus opérationnels et créer un plus grand nombre de systèmes généralisés ;
(vi) offrir et encourager une formation généralisée sur les applications et les outils opérationnels intégrés ;
(vii) établir un cadre solide de gestion de l'information statistique qui permet de gérer les fonds de données statistiques de manière plus systématique ;
(viii) éliminer le chevauchement des efforts par l'examen et la redéfinition des processus opérationnels ;
(ix) mettre l'accent sur les activités de base de Statistique Canada (élaboration, production et diffusion de données et d'analyses statistiques) ;
(x) veiller à ce que les équipes responsables de l'élaboration et du remaniement en profondeur des programmes statistiques soient distinctes des équipes responsables des opérations courantes ;
(xi) accroître l'utilisation de la collecte multimodale de données et des questionnaires électroniques, en vue de faire de la collecte électronique des données le mode initial de collecte, en tant que première étape de contact dans un environnement multimodal séquentiel ;
(xii) poursuivre l'harmonisation de la structure organisationnelle pour favoriser des opérations efficaces.

2. Processus de mise en œuvre

L'initiative de l'AOB est menée au moyen d'un certain nombre de projets internes conçus pour favoriser un environnement d'intégration et d'efficacité. Pour que l'organisation affecte des fonds à l'avancement de ces projets, les gestionnaires ont été priés de déterminer les besoins de financement pluriannuels et de préciser exactement où les économies (gains d'efficience) seraient réalisées. Les divers secteurs de l'organisation reçoivent le financement requis une fois qu'il est approuvé, mais ils ont en retour l'obligation de procurer les économies à l'organisme. Un certain nombre de projets ont été lancés chaque année depuis 2010, soit un total de trente-trois projets à ce jour, qui se sont traduits par une réduction cumulative des coûts de fonctionnement permanents de 3 % jusqu'à maintenant. Tous les gains d'efficience découlant de cette initiative sont réinvestis dans le maintien de la continuité et de la qualité des programmes permanents, ce qui incite fortement les gestionnaires à mettre de l'avant des projets de ce genre. Les investissements dans des projets de l'AOB constituent la première priorité du processus annuel de planification stratégique pluriannuelle.

Tous les projets parrainés dans le portefeuille de l'AOB ont des buts et des objectifs définis qui font avancer la mise en œuvre des principes architecturaux de l'AOB. Le Modèle générique du processus de production statistique (GSBPM), élaboré conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques, a servi à orienter la mise en œuvre de l'initiative de l'AOB. Voici des exemples de type de projet en cours : l'élaboration d'un Programme intégré de la statistique des entreprises par l'optimisation des processus de production de données statistiques sur les entreprises, ainsi que la création d'un environnement commun pour le traitement des enquêtes sociales ; l'intégration du Registre

des fermes au Registre des entreprises, ainsi que la création d'une base de sondage unique pour toutes les enquêtes-ménages et le recensement par l'utilisation accrue du Registre des adresses et par l'ajout, aux renseignements qu'il contient sur les logements, de renseignements complémentaires au niveau de la personne ; l'élaboration d'un environnement intégré de collecte et des opérations qui remplacera huit environnements de collecte différents par un seul environnement générique multisite et multimodal ; l'intégration des activités de collecte des données menées dans divers secteurs spécialisés au service intégré de collecte de données; un vaste processus d'examen et de rationalisation de l'ensemble des processus administratifs (ressources humaines, finances, administration, etc.), ce qui consiste notamment à analyser au moyen de la technologie de l'information les solutions opérationnelles automatisées harmonisées; le renforcement des règles et des processus qu'utilise Statistique Canada pour imposer la réutilisation des concepts, méthodes, processus opérationnels et systèmes, et en arriver à une application cohérente des systèmes de classification.

Il faut procéder à un examen de tous les nouveaux projets pour veiller à ce qu'ils soient conformes aux principes de l'Architecture opérationnelle du Bureau et qu'ils cadrent avec les priorités de l'organisme.

Les méthodes statistiques utilisées doivent être examinées et approuvées par le service de méthodologie, dont l'un des rôles de premier plan est aussi de promouvoir l'application de méthodes communes. Le Conseil d'examen de l'architecture des systèmes a entrepris de limiter le nombre de systèmes et d'applications dont on assure la maintenance. L'utilisation de systèmes généralisés est prescrite.

Aucun programme n'est autorisé à développer des fonctionnalités déjà accessibles dans un système généralisé, à moins que l'activité ne soit approuvée par le Conseil d'examen de l'architecture des systèmes.

3. Facteurs de réussite décisifs

Dès le départ, l'initiative de l'Architecture opérationnelle du Bureau a été approuvée et appuyée clairement par le Statisticien en chef et la plus haute instance gouvernante de Statistique Canada, à savoir le Conseil exécutif de gestion. Ceux-ci ont fait part d'un haut degré d'engagement et de détermination à réussir et ont vivement encouragé le personnel à embrasser l'initiative et à faire progresser les travaux. Une clé de la réussite a été la très grande communication au sein de l'organisation et le fait d'avoir informé tout le personnel dès le départ de la vision quinquennale de l'organisme. Un comité de la haute direction relevant du Conseil exécutif de gestion a été investi du mandat de faire progresser l'initiative, d'élaborer le plan général, d'examiner et d'approuver les initiatives particulières, de surveiller les progrès, et d'évaluer et d'exploiter les gains d'efficacité.

Il a également été créé un secrétariat appelé à appuyer l'initiative et les travaux courants du comité de gestion. Le Comité de gestion de l'AOB se compose de cadres supérieurs de tous les secteurs de l'organisation, il est coprésidé par deux Statisticiens en chef adjoints et il se réunit toutes les deux semaines. Ce comité bénéficie d'un accès direct au Statisticien en chef et au Comité des politiques, ce qui permet de discuter rapidement des obstacles à l'avancement de l'initiative et d'y remédier sans tarder. Le Comité de l'AOB surveille la mise en œuvre du portefeuille de projets chaque mois et doit approuver toute modification ou révision de la portée, des échéanciers, du budget ou des gains d'efficience réalisés.

Dans le cadre du lancement de l'initiative de l'AOB, la centralisation à la Direction de l'informatique de tout le personnel de la technologie de l'information, auparavant dispersé localement dans les divisions spécialisées, visait à assurer une transition harmonieuse vers des outils génériques et des services intégrés. La Direction de l'informatique a assumé la responsabilité relative au recrutement, à la formation, à l'évaluation et à l'affectation de tous les employés des Technologies de l'Information. Un nouveau centre d'expertise en gestion intégrée de projet a été chargé de renforcer les compétences en gestion de projet des gestionnaires de l'organisme et d'offrir un soutien et des conseils techniques aux chefs de projet.

Les divisions spécialisées demeurent responsables de la certification et de l'analyse initiale des données de leurs programmes statistiques jusqu'à la diffusion officielle, inclusivement. Il est essentiel au contrôle de la qualité et à l'assurance de la qualité que le personnel spécialisé travaille en collaboration avec les divisions responsables du traitement des données d'enquête pendant la certification des données.

4. Conclusion

Il ne faut pas sous-estimer les répercussions de la mise en œuvre d'une initiative de cette envergure qui touche tous les segments de l'organisation. A Statistique Canada, l'aspect le plus important fut le changement culturel initial où la prise de décisions à l'échelle locale a fait place à l'acceptation de solutions moins spécialisées qui sont optimales au niveau de l'organisme. Il importe de continuer à communiquer les motifs de ce changement, ses incidences possibles sur les gens ou les unités organisationnelles et la façon dont il permettra d'améliorer les activités.

Comme la plupart des principaux projets ont été lancés en même temps, assortis de plans de projet pluriannuels, il est essentiel d'utiliser des outils de gestion de projet communs pour surveiller les changements, les enjeux et les risques et en faire état chaque mois. À l'heure actuelle, les risques les plus élevés liés aux projets ont trait aux interdépendances entre quelques-uns des plus importants projets de l'AOB.

Pour ce type de changement à l'échelle de l'organisation, Statistique Canada comptait sur la souplesse et la mobilité du personnel au sein de l'organisation.

Les employés devaient être disposés à s'adapter à de nouveaux outils et à participer à la formation.

A chacune des étapes d'une aussi grande transformation, il importe d'encourager l'innovation dans tous les aspects du travail, de faire participer le plus possible les employés à tous les niveaux de l'organisation et d'écouter les préoccupations soulevées par le personnel. À Statistique Canada, de plus en plus d'employés contribuent activement à la mise en œuvre efficace de l'initiative de l'AOB. Les employés travaillent ensemble à trouver des façons de partager des outils, des systèmes et des programmes. Différentes équipes échangent de l'information et font preuve d'innovation dans le but de mettre au point des plateformes de travail communes. Bon nombre de ces employés bénéficient des changements amenés par l'AOB et des nouvelles possibilités qui en découlent. Un certain nombre d'employés ont pu en profiter pour apprendre de nouvelles tâches, acquérir de nouvelles compétences et bien se positionner pour l'avenir.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

Visite du Directeur Général d'AFRISTAT au Ministère de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population et au Ministère de l'Economie et des Finances du Mali

M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT a rendu une visite de courtoisie, respectivement le 7 juillet 2014, à son Excellence M. Cheickna Seydi Ahamadi Diawara, Ministre de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population et le 1er août 2014, à son Excellence Mme Bouaré Fily Sissoko, Ministre de l'Economie et des Finances. Ces visites rentrent dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre AFRISTAT et le Mali où se trouve le siège de l'Institution. Sur ce point, M. Vodounou a mis l'accent sur les bonnes relations de travail entre AFRISTAT et le Système Statistique National (SSN) et en particulier l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) qui bénéficie des appuis techniques d'AFRISTAT dans le domaine du renforcement des capacités statistiques.

Le Directeur Général d'AFRISTAT a, au cours des deux rencontres, fait une brève présentation de l'Observatoire et de son fonctionnement, il a aussi rendu compte aux autorités maliennes des décisions issues de la dernière session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT tenue à Malabo le 3 avril 2014.

Son Excellence M. Cheickna Seydi Ahamadi Diawara a remercié le Directeur Général pour cette initiative et s'est engagé à accompagner AFRISTAT dans sa mission.

Le Ministre s'est dit très honoré de cette visite et a félicité AFRISTAT pour son travail au Mali. Il a, en outre, sollicité l'appui d'AFRISTAT pour la formation des cadres maliens afin de disposer des ressources humaines qualifiées pour améliorer la qualité des données statistiques produites au Mali.

M. Baréma Bocoum, chargé de mission au Ministère de l'Economie et des Finances a, quant à lui, renouvelé l'engagement du Mali à honorer sa contribution au fonds AFRISTAT 2016-2025.

M. Seydou Moussa Traoré, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT) a pris part aux deux rencontres.

Son Excellence M. Cheickna Seydi Ahamadi Diawara, Ministre de la Planification, de l'Aménagement du Territoire et de la Population du Mali, entouré de M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT à gauche et de M. Seydou Moussa Traoré, Directeur Général de l'INSTAT à droite.

Visite du Directeur Général au Niger

Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Cosme Vodounou, Directeur Général, et M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a séjourné à Niamey (Niger) du 23 au 26 juillet 2014. Au cours de son séjour à Niamey, elle a rencontré le Directeur Général de l'INS du Niger, M. Idrissa Alichina Kourgueni en présence de son équipe.
Cette rencontre a permis de faire le point des activités menées par l'INS, notamment l'élaboration d'un Plan de Développement des Ressources Humaines (PDRH) de l'Institut, pour la période 2015 – 2024, l'élaboration de la stratégie de communication de l'INS et la réalisation du Schéma directeur informatique.
Le Directeur Général d'AFRISTAT a réitéré son engagement à accompagner l'INS du Niger dans l'amélioration de la production statistique en général et en particulier sur les trois points abordés.

Visite d'une délégation du Bureau du Recensement Agricole du Cameroun

Une délégation du Cameroun conduite par Mme Atanga Marie Jeanine Nkodo Ngono, Directrice des Enquêtes et Statistiques Agricoles, accompagnée de deux de ses collaborateurs et de M. Balla Keita de la Cellule de planification et de statistique du Ministère de l'agriculture du Mali, a eu une séance de travail avec M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, le 21 août 2014.
L'objet de la visite de travail était d'échanger avec la Direction générale sur les appuis techniques qu'AFRISTAT pourrait apporter au Ministère de l'agriculture et du développement rural du Cameroun dans la mise en œuvre du Recensement général de l'agriculture en cours de préparation. Au cours de la rencontre, AFRISTAT a donné des précisions sur les modalités de ses interventions et les types d'appuis techniques qu'il apporte à ses Etats membres et en particulier au Cameroun. M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a pris part à cette rencontre.

Visite d'une délégation de l'ONEF du Niger

Du 5 au 10 août 2014, une délégation de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle (ONEF) du Niger a effectué un voyage d'études au Mali afin de s'inspirer des résultats du projet de renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail (RECAP). Ce projet, conduit par un consortium dirigé par le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail à Turin en Italie (CIF-OIT) et dont fait partie AFRISTAT, a couvert en Afrique quatre pays : Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal. Cette délégation, conduite par M. Tago Gardi Kassimouna, Directeur des études et de la recherche comportait également deux cadres de l'ONEF, MM Idé Halidou Mouhamadoul-Kairou et Amadou Abdoulazizou. Au cours de leur séjour, la délégation s'est rendue à (i) l'ANPE Mali pour s'enquérir de leur expérience dans l'organisation et la réalisation des enquêtes sur l'emploi, des difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre et les approches de solutions adoptées, (ii) à l'ONEF Mali pour s'inspirer de leur processus d'installation et sur la programmation de leurs activités et (iii) à l'INSTAT afin de d'étudier l'incidence de l'intégration de l'enquête de l'ANPE sur l'emploi dans le système modulaire et permanent d'enquête auprès des ménages (EMOP).
A la fin de leur mission, la délégation a exprimé sa totale satisfaction. Toutes les attentes ont été comblées. Elle a exprimé sa volonté de bénéficier de l'appui d'AFRISTAT dans la mise en œuvre de leurs activités.

Visite d'une délégation de la FAO

Une délégation de la FAO conduite par M. Paul N'goma Kimbatsa et comprenant MM. Eloi Ouédraogo et Fousseyni Traoré a été reçue à AFRISTAT par M. Paul Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint à le 24 juillet 2014. Les experts de la FAO étaient en mission au Mali pour, préparer l'opération de recensement de l'agriculture et du cheptel. Dans ce cadre, elle souhaite l'accompagnement d'AFRISTAT pour mener l'opération en 2014 comme cela avait été le cas en 2004.

Le Directeur Général adjoint a remercié la délégation pour cette démarche, il a rassuré ses interlocuteurs sur la disponibilité d'AFRISTAT à accompagner la FAO et surtout à appuyer un Etat membre.

Arrivée

■ Dans le cadre de la contribution d'AFRISTAT à la formation initiale en statistique, l'Observatoire accueille chaque année des stagiaires des écoles de statistique africaines. Depuis le mois de juillet 2014, cinq élèves statisticiens économistes sont en stage au siège d'AFRISTAT et travaillent sur différents thèmes conformément à la répartition indiquée ci-dessous :

Ecoles	Stagiaires	Thèmes de stage
ENSAE-Dakar	Mamadou Baldé	« La détermination des parités de pouvoirs d'achat à partir des données d'enquêtes auprès des ménages : application aux données de l'ECOM 1 du Congo »
	Boubié Bako	« Les échanges intérieurs en zone CEMAC : facteurs de convergence ? »
ENSEA-Abidjan	Edwige Emmanuelle Adjé	« Analyse du comportement et des revenus des opérateurs économiques du secteur agricole : une étude de cas au Burkina Faso »
	Ruben Barnabas Djogbenou	« Intégration et partage des risques dans la CEDEAO : les enseignements d'un modèle de gravité augmenté et d'un VAR structurel en panel »
ISSEA-Yaoundé	Souleymane Moussa Sarkin Gabass	« Application des méthodes d'évaluation d'impact des politiques aux données d'enquêtes auprès des ménages »

■ M. Kollado Bocoum, étudiant en 1ère année à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Bamako, a effectué un stage pratique d'un mois au centre de documentation sur l'initiation à la gestion d'un centre de documentation et des archives, du 1er au 30 septembre 2014. Il a travaillé sous la supervision de Mme Boukenem Fatima Diallo, chargée de communication et de documentation à AFRISTAT.

Départs

La Direction générale d'AFRISTAT a offert un pot, le jeudi 10 juillet 2014, à l'occasion du départ de MM. Eric Ramilison, Madior Fall et Bertil Willotte, respectivement expert régional du projet LMIS/ACBF, expert en statistiques sociales et expert en système d'information, tous en fin de contrat. Ces experts, durant leur présence à AFRISTAT, ont activement contribué aux travaux de l'Observatoire dans les pays et au niveau de la Direction générale. Ils ont apporté chacun dans son domaine de compétence des contributions très appréciables pour le développement de la statistique en Afrique.

Le Directeur Général et tout le personnel d'AFRISTAT leur ont rendu un vibrant hommage pour leur engagement et la qualité du travail accompli. Ils leurs souhaitent plein succès pour la suite de leur carrière.

• M. Emmanuel Ngok, statisticien économiste en poste depuis juillet 2006 en qualité d'expert en comptabilité national, a aussi quitté AFRISTAT en fin septembre 2014.
Après huit années de loyaux services dans le domaine de l'harmonisation et l'élaboration d'outils de production des statistiques économiques dans les Etats membres d'AFRISTAT, M. Ngok a activement participé à tous les travaux pour le renforcement des capacités dans le domaine de la comptabilité nationale.
AFRISTAT lui souhaite une grande réussite dans ses nouvelles fonctions. Un pot de départ lui a été offert le 11 septembre 2014.

Promotion - Nomination

L'ANSD du Sénégal a un nouveau Directeur Général

Depuis le 31 juillet 2014, M. Aboubacar Sedikh Beye, Ingénieur statisticien économiste, a été nommé Directeur Général de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en remplacement de M. Babakar Fall appelé à faire valoir ses droits à la retraite.
M. Beye a passé 17 années aux Etats-Unis d'Amérique, dont 15 à travailler dans la modélisation statistique.

M. Aboubacar Sedikh Beye

Il a occupé ces deux dernières années le poste de Ministre conseiller, chef du Bureau Economique à l'Ambassade du Sénégal à Washington. Auparavant, il a eu déjà à travailler à l'ex Direction de la Prévision et de la Statistique où il a contribué à mettre en place la Banque de Données des Indicateurs Sociaux (BADIS).
Lors de sa prise de fonction le 29 août 2014, le nouveau Directeur Général a rendu un vibrant hommage à son prédécesseur, M. Babakar Fall pour les grandes réalisations accomplies à la tête de l'ANSD.

Le Cameroun honoré par l'élection d'un comptable national de l'INS à la tête du Groupe ERETES

Le Groupe ERETES se compose de l'ensemble des comptables nationaux du monde utilisant le logiciel d'aide à l'élaboration des comptes nationaux dénommé « ERETES – Equilibre Ressources Emplois Tableaux Entrées Sorties ». L'outil est actuellement la copropriété de l'Office Statistique des Communautés européennes (Eurostat), du Ministère français des affaires étrangères et du Brésil, représentant la communauté des pays utilisateurs d'ERETES.
La mise à jour régulière de l'outil s'est effectuée jusqu'à la version ERETES 2008 compatible avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008.

M. Nghogue Voufo Erith

Les membres du Groupe ont élu le 1er juillet 2014 pour un mandat de deux (2) ans, M. Nghogue Voufo Erith, Chef de la Cellule des comptes provisoires et trimestriels à l'Institut national de la statistique du Cameroun comme Président du Groupe. Il remplace à ce poste M. Eric Métreau qui a passé six (6) années à la tête de ce Groupe.

Le principal défi de son mandat porte sur la recherche de financements auprès des partenaires et bailleurs pour assurer l'avenir d'ERETES, surtout en ce moment où le principal financier, Eurostat, se désengage progressivement de la maintenance et des évolutions de l'outil.

Activités de la Direction générale

Réunions statutaires

Le Comité de direction d'AFRISTAT a tenu sa 30ème réunion, les 17 et 18 septembre à Bamako (Mali) sous la présidence M. Ousman Abdoulaye Haggar, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) du Tchad, Président en exercice dudit Comité.

Cette réunion a été précédée par la 19ème réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT qui s'est tenue le 16 septembre 2014 à Bamako (Mali) et qui a adopté la méthodologie proposée par AFRISTAT pour étudier les marchés alimentaires intérieurs en Afrique à partir des enquêtes sur les consommations des ménages Les travaux ont porté sur les questions relatives à la gestion courante de l'organisation, la mise en œuvre du plan d'action 2014 au 30 juin 2014, les projets de plan d'action 2015-2017 et les budgets y afférents.

Le Comité de direction a exprimé sa satisfaction à la Direction générale pour les résultats obtenus.

Il a en outre adressé ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers d'AFRISTAT, pour l'assistance qu'ils apportent au développement de la statistique dans ses Etats membres.

Le Comité de direction a aussi examiné la situation des contributions au Fonds AFRISTAT 2006-2015.

A l'issue de ses travaux, le Comité a rendu un vibrant hommage à M. François Coûté de l'Insee pour sa contribution au développement de la coopération statistique avec la France. Ce dernier est appelé à faire valoir ses droits à la retraite dans les prochaines semaines.

Atelier de restitution des rapports pays du projet Malvilao

L'atelier de restitution des rapports pays de la deuxième phase de l'Étude sur les marchés alimentaires intérieurs en Afrique de l'Ouest, plus le Cameroun et le Tchad s'est tenu, du 03 au 04 juillet 2014 à Bamako. Il a été animé par les experts d'AFRISTAT et du CIRAD. La phase 2 de cette étude poursuit les activités entreprises durant la première, par un processus devant aboutir à l'appropriation de la démarche mise en œuvre par les offices nationaux de statistique. Y ont pris part, les représentants de la Mauritanie, du Cameroun, du Tchad, des États membres de l'UEMOA à l'exception du Burkina Faso. Le Nigeria et le Ghana, invités, n'ont pas été représentés.

Atelier en planification stratégique intégrée

En marge de la 30ème réunion du Comité de direction d'AFRISTAT, la Direction générale a organisé un atelier en planification stratégique intégrée le 15 septembre 2014 à Bamako.
Cet atelier a été animé par les experts d'AFRISTAT et de Statistique Canada. Il a permis dans un premier temps aux Directeurs généraux des INS d'apprécier l'état de la mise en œuvre de la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats à AFRISTAT et dans ses Etats membres. Dans un second temps, Statistique Canada a présenté aux Directeurs généraux les principes de la planification stratégique intégrée, le cadre de gestion de l'organisme et les outils utilisés pour leur mise en œuvre, notamment la comptabilité analytique, la gestion matricielle et la gestion des ressources humaines.
Statistique Canada est disposée à poursuivre avec AFRISTAT et les Etats membres la collaboration dans la gestion des services statistiques par l'organisation d'ateliers de formation, des visites d'études, l'audit des services statistiques nationaux et d'autres activités connexes.

Projet de partenariat AGRER/AFRISTAT/CESO International pour l'appui technique en Côte d'Ivoire

Après la validation du rapport de démarrage du projet couvrant les six premier mois de l'intervention par l'Union européenne et les autorités ivoiriennes, l'équipe de projet a entamé les activités opérationnelles sur ses deux volets planification et statistique. Outre la production des rapports périodiques d'exécution, plus d'une douzaine de termes de référence pour la mobilisation des expertises de court-terme, ont été préparés et ont, à divers degrés, été validés.
Des experts ont déjà été recrutés pour intervenir et certains ont produit leurs rapports. C'est notamment le cas pour la stratégie de communication du programme d'appui à la gouvernance. Le rythme va s'accélérer au cours des prochaines semaines avec la mise en œuvre de toutes les missions de consultation se rapportant aux termes de référence adoptés ; et l'amorce de nouvelles actions contenues dans le programme complet de cette initiative.

Convention pour le renforcement institutionnel de l'Institut national de la statistique du Congo

Une mission conduite par M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT et comprenant MM. Dodji V. Silété-Adogli et Oumarou El Hadji Malam Soulé, respectivement expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats et expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a séjourné à Brazzaville en début juillet.
Durant cette mission, le programme d'appui à l'Institut national de la statistique du Congo pour son renforcement institutionnel et celui de ses cadres a été finalisé. Ce programme a été présenté par le Directeur Général d'AFRISTAT au Ministre délégué chargé du Plan et de l'Intégration, M. Léon Raphael Mokoko, qui l'a accepté ainsi que la convention qui l'accompagne. Le processus de signature de la convention est en cours et sa mise en œuvre devrait démarrer à partir du quatrième trimestre 2014.

Exploitation des sources existantes pour l'élaboration des statistiques du genre et la réflexion pour l'élaboration d'une méthodologie d'utilisation des sources administratives pour la production régulière d'indicateurs socioéconomiques

Ces activités, qui ont été menées en collaboration avec les Instituts nationaux de la statistique des pays pilotes, pour faciliter l'appropriation de la méthodologie mise en œuvre, sont destinées à servir de base pour la production des indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques et programmes de l'après OMD 2015. Elles doivent permettre de produire des indicateurs pertinents de façon régulière et à moindre coût.

Ce trimestre a été consacré à la consolidation des bases de données des caractéristiques des structures administratives et des indicateurs de ces sources nationales pour constituer une base régionale. Cette dernière a servi à la rédaction du document de synthèse présentant l'ensemble des indicateurs produits, à identifier les domaines couverts et à voir la possibilité d'exploiter cette source pour l'identification des indicateurs portant sur les domaines émergents couverts par AFRISTAT.

En perspectives, ce document sera soumis prochainement à un comité de lecture en vue d'en faire, après sa validation, un outil de travail.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Bénin

■Du 21 au 26 juillet 2014, M. Dodji V. Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats a effectué une mission auprès de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) à Cotonou.

Deux activités principales ont été réalisées au cours de cette mission : (i) la participation à l'atelier de haut niveau sur le financement de la statistique publique au Bénin et (ii) la participation à la préparation de la revue à mi-parcours du Programme d'activité annuel (2014) de l'INSAE.

Le rapport de mise en œuvre du programme d'activité 2014 au 31 juillet 2014 a fait l'objet d'un examen à l'issue duquel des observations ont été formulées pour son amélioration et sa finalisation

Burundi

■Dans le cadre du contrat de service signé entre AFRISTAT et le Projet de renforcement des capacités de l'administration (PRECA-Burundi) en juillet 2013, pour une assistance technique internationale, MM. Ousman Koriko, Siriki Coulibaly, respectivement experts en enquêtes auprès des ménages et en analyse de la pauvreté, ont effectué du 3 au 19 septembre 2014, une mission d'appui technique à Bujumbura au Burundi. La mission a permis de traiter les données des volets « emploi et secteur informel » de l'enquête sur les conditions de vie des ménages au Burundi (ECVMB) réalisée au dernier trimestre de 2013, de calculer les principaux indicateurs, de produire les tableaux des résultats des deux volets respectifs et de lancer l'analyse des données.

■M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a effectué une mission à Bujumbura du 19 au 22 août 2014. Cette mission avait pour objectif principal de procéder à l'examen du dispositif en cours pour le calcul des prix moyens des matériaux de construction et de faire des propositions pour passer à un indice du coût de la construction, sans incidence majeure en termes de ressources humaines et financières. En s'appuyant sur ce dispositif, la mission a défini une démarche appropriée, rédigé un projet de méthodologie et élaboré les outils et manuels nécessaires pour sa mise en œuvre. Le calendrier de travail arrêté prévoit la publication du premier indice des coûts de la construction à Bujumbura pour le premier trimestre 2015.

■M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint, qu'accompagnait M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a conduit la mission de formulation d'un projet d'assistance technique de l'Union européenne au Système statistique du Burundi du 22 au 26 septembre 2014. Après avoir eu des rencontres avec les commanditaires de cette mission et certaines parties prenantes du système statistique national pour affiner les objectifs de ce projet, la délégation d'AFRISTAT a indiqué les étapes à venir pour finaliser le projet de convention. Elles concernent :
i) l'affinement des idées de projets suggérées par l'ISTEEBU à la lumière des observations et conseils formulés par l'Observatoire, ii) l'ajout des propositions d'AFRISTAT et la hiérarchisation des différentes propositions, puis iii) la finalisation et la transmission d'un document de projet.

Comores

■Dans le cadre du contrat de service signé entre AFRISTAT et le Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI-Comores) en septembre 2012, pour une assistance technique internationale, MM. Ousman Koriko, Siriki Coulibaly et Eric Ramilison, respectivement experts en enquêtes auprès des ménages, en analyse de la pauvreté et en système d'information sur le marché du travail, ont effectué du 15 au 29 juin 2014, une mission d'appui technique à Moroni aux Comores. La mission a permis de traiter les données de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisée au dernier trimestre de 2013, de calculer les principaux indicateurs, de produire les tableaux des résultats des deux premières phases et de lancer l'analyse des données.

■Du 14 au 18 juillet 2014, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion à AFRISTAT, a réalisé une mission d'assistance technique à l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) de l'Union des Comores. Cet appui s'inscrit dans le cadre du Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) financé par la Banque africaine de développement.
Cette mission a permis de mettre en place l'atelier de saisie des données de la phase relative à la consommation des ménages. Elle a procédé aux tests, à la stabilisation du programme de saisie et à la formation des agents de saisie. Les opérations de saisie des données ont démarré le 7 juillet 2014 et devrait durer environ un mois et demi.

Madagascar

■Une mission conjointe d'AFRISTAT, de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et de PARIS21 a séjourné à Antananarivo, du 11 au 15 août 2014.
M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a représenté AFRISTAT dans cette mission qui a porté sur l'examen de la pertinence des objectifs et des résultats assignés à la SNDS 2007-2017, l'analyse de la logique d'intervention, de l'approche suivie pour sa mise en œuvre et des moyens mobilisés (humains, financiers et matériels) ainsi que le degré d'appropriation de la SNDS par l'ensemble des acteurs pour la réalisation des objectifs de cette stratégie. Conformément aux termes de référence, l'évaluation a permis de : (i) faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SNDS jusqu'en 2014, (ii) tirer les premières leçons et (iii) proposer des ajustements, pour que la SNDS puisse atteindre ses objectifs et résultats en 2017.

Mali

■M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a représenté AFRISTAT à la réunion du Comité scientifique de l'Observatoire de développement humain durable (ODHD) du Mali, tenue le 08 août 2014.
Au cours de cette réunion, le Comité a examiné le rapport de l'étude sur « Impact de la crise politique et sécuritaire 2012 sur l'emploi ainsi que les types de résiliences constatées au Mali ».

■L'expert a également représenté AFRISTAT à la réunion d'examen et de validation des textes législatifs et réglementaires organisant les activités statistiques au Mali qui s'est tenue le 02 septembre 2014 à Bamako à l'initiative de l'INSTAT.

■M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises, a effectué du 1er au 5 septembre 2014, une mission d'appui technique auprès de l'Institut national de la statistique (INSTAT) du Mali pour poursuivre le processus de mise en place de l'indice de prix de la production industrielle (IPPI) suivant les dernières recommandations des Nations unies. Au terme de la mission, des travaux restent à faire pour la reconstitution des séries auprès des entreprises. Un chronogramme d'activités pour poursuivre les travaux a été élaboré.

Mauritanie

■Les 13 et 14 septembre 2014, Mme Emilie Laffiteau, expert macro-économiste, s'est rendue à Nouakchott dans le cadre d'un appui technique à la Direction de la Prévision et de l'Analyse Economiques du Ministère des Affaires Economique et du Développement. Elle a ainsi participé à l'atelier de validation de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) 2008 de la Mauritanie, organisé par la DPAE et l'ONS avec l'appui du PNUD.

Togo

■M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises, a effectué du 25 au 29 août 2014, une mission d'appui technique auprès de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) du Togo pour mettre en place le processus de refonte de l'indice harmonisé de la production industrielle suivant les dernières recommandations des Nations Unies. Au terme de la mission, les processus de révision du champ de l'IHPI conformément à la NAEMA rev1 et de mise en place de l'indice de prix de la production industrielle (IPPI) ont été lancés. Un chronogramme d'activités pour poursuivre les travaux a été élaboré.

■MM. Ousman Koriko et Siriki Zanga Coulibaly, respectivement experts en enquêtes auprès des ménages et en analyse de la pauvreté, ont effectué du 29 juillet au 8 août 2014, une mission d'appui technique à Kpalimé au Togo. Cette mission a eu pour objectif de former les cadres de la DGSCN en analyse approfondie de la pauvreté. La formation comprenait un volet théorique et un volet pratique.

Activités internationales

■Le Directeur Général Adjoint, M. Paul-Henri Nguema Meye, a représenté AFRISTAT à la 27ème réunion de la Conférence des écoles de statistique africaines (CODESA) et au 5ème Comité de programme CESD-Adetef tenus respectivement les 2 et 3 juillet 2014 à Paris. La première rencontre a permis de noter la disponibilité du GENES à poursuivre son appui à l'organisation des concours communs d'entrée dans les écoles de statistique africaines au moins jusqu'en 2017 si la contribution financière d'AFRISTAT pour les années restantes se poursuivait. Par ailleurs, l'implication de l'Observatoire et des écoles de statistique dans le processus d'organisation de ce concours est renforcée. Concernant la seconde réunion, AFRISTAT a obtenu l'accord de financement par le Fonds CESD Statisticiens pour le développement des activités de renforcement des capacités de ses experts dans l'utilisation des NTIC pour la collecte et le traitement des données d'enquêtes.

■Du 2 au 11 juillet 2014, une délégation d'AFRISTAT conduite par M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, et comprenant MM. Roland Frédéric Ngampana et Serge Jean Edi, respectivement expert chargé des statistiques d'entreprises, expert économiste principal a pris part à Libourne au séminaire co organisé par l'Insee et AFRISTAT et dont le thème portait sur les « Statistiques d'entreprises : méthodologie révisée des indicateurs conjoncturels d'activité et mise en œuvre dans les Etats membres d'AFRISTAT ». Ce thème a été repris pour la seconde année consécutive pour permettre à un plus grand nombre de pays de bénéficier de la formation. Ce séminaire, ouvert aux statisticiens francophones des pays d'Afrique subsaharienne avait pour objectif global de renforcer les capacités des cadres des Etats d'Afrique subsaharienne en matière de production et de publication des indicateurs conjoncturels d'activité. Il s'agissait spécifiquement de (i) sensibiliser les participants sur les recommandations internationales en matière de production des indicateurs conjoncturels d'activité, en particulier celles des Nations Unies sur les indices de volume et de prix de la production industrielle (IPI et IPPI) ; (ii) présenter l'expérience française en matière de production de ces indicateurs ; (iii) présenter l'expérience des pays participants ; et (iv) animer le réseau des statisticiens chargés de la production des indicateurs conjoncturels d'activité.

■M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a représenté AFRISTAT à une visite d'étude, qui s'est déroulée à Ottawa (Canada) du 07 au 11 juillet 2014, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme international en gestion d'organismes statistiques (PIGOS). Cette visite a été organisée à l'attention des cadres de l'ANSD du Sénégal.

Elle a consisté en une série de présentation sur des thématiques variées ayant trait au management et à la communication au sein d'une organisation. Ainsi, les participants ont été édifiés sur le processus de planification stratégique intégrée, les principes de base de la comptabilité analytique, les outils de gestion de la qualité des données, la communication interne et externe et les techniques de gestion des ressources humaines.

■Une délégation d'AFRISTAT composée de M. Cosme Vodounou, Directeur Général, et M. Oumarou El Hadji Malam Soulé, Expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques, a pris part aux travaux de la réunion du Comité de suivi de l'IHPC qui s'est tenue du 21 au 23 juillet 2014 à Ouagadougou (Burkina Faso). Cette réunion a permis de présenter les résultats atteints par le projet d'extension à la couverture nationale de l'IHPC et d'examiner l'ensemble des recommandations formulées par la réunion du Groupe de Travail qui s'est tenue à Ouagadougou en juin 2014.

En marge de la réunion, le Directeur Général d'AFRISTAT a procédé à la remise officielle du logiciel Phœnix-UEMOA à la Commission. Toute la documentation et les supports informatiques, notamment les codes-sources, le manuel d'utilisation, le guide d'installation et le manuel de maintenance de Phœnix-UEMOA ont été transmis aux autorités de l'UEMOA.

■M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages, a pris part du 27 au 29 août à un atelier de validation du rapport provisoire de l'étude de faisabilité de l'enquête 1-2-3 au sein des Etats membres de l'UEMOA qui s'est tenu à Ouagadougou. L'atelier a été organisé par la Commission de l'UEMOA et a eu pour objectif de partager les résultats de l'étude de faisabilité de l'enquête, recevoir les amendements des Etats membres de l'UEMOA et d'AFRISTAT sur l'état des lieux, la disponibilité des INS à accompagner l'initiative, les évaluations financières et le montage institutionnel proposés et de contribuer à l'amélioration du rapport de l'étude à travers une démarche inclusive.

■M. Madior Fall, expert en statistiques sociales a participé du 11 au 15 août 2014 à Addis Abéba (Ethiopie), à l'Atelier régional sur la Charte Africaine de la Jeunesse pour le moyen terme. Au cours de cet atelier, l'accent a été mis sur l'élaboration d'un plan d'action quinquennal pour la jeunesse.

Remise officielle du logiciel Phœnix-UEMOA à la Commission.

Échos des instituts nationaux de statistique

Bénin
www.insae-bj.org

Atelier de haut niveau sur le financement de la statistique publique au Bénin

Il a été organisé le 21 juillet dans le cadre du plaidoyer pour la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre de la SNDS 2 en général, et la mise en place du Fonds national pour le développement de la statistique du Bénin (FNDS) en particulier. Deux communications ont été présentées par l'INSAE : (i) Présentation de la deuxième Stratégie Nationale de Développement de la Statistique 2014-2016 (SNDS 2) et (ii) Problématique du financement de la statistique publique du Bénin : vers la mise en place d'un Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS). Lors des débats qui ont suivi ces communications, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit du Gouvernement du Bénin dont l'adoption des décrets d'application de la loi statistique révisée et notamment du décret portant attributions, organisation et fonctionnement du FNDS.

Cameroun
www.statistics-cameroon.org

Quatrième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM4).

La quatrième édition de l'Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM4), qui est une opération d'envergure nationale, a démarré avec : (i) la formation des formateurs du 23 juillet au 6 août 2014 à Kribi, (ii) la formation de 613 agents enquêteurs en vue de la collecte des données qui a débuté en fin août et va durer un mois et (iii) l'opération de collecte suivra pour une durée de trois mois. Cette enquête vise à produire les indicateurs sur les conditions de vie des populations. La taille de l'échantillon de cette enquête est de 12 847 ménages répartis dans 1 024 zones de dénombrement (ZD).

Le matériel de collecte a été réceptionné. La principale innovation de cette enquête est le passage de la méthode PAPI (Paper And Pencil Interviewing) à la méthode CAPI (Computer Assisted Personal Inetrviews) : les informations collectées sur le terrain seront directement saisies dans les ordinateurs sans utilisation des questionnaires papiers. Les premiers résultats sont attendus au cours du premier semestre 2015.

Première enquête sur les produits et les services de santé reproductive

Au cours du troisième trimestre 2014, l'Institut National de la Statistique (INS), et en collaboration avec le Ministère de la santé publique (MINSANTE) ont réalisé du 08 juin au 08 juillet 2014 sur l'ensemble du territoire national, "la première Enquête sur les produits et les services de santé reproductive". Cette opération a été entièrement financée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). L'objectif visé par cette étude est de fournir des données de base pour le suivi évaluation de la disponibilité des méthodes contraceptives modernes et des produits vitaux de santé maternelle dans les points de prestation de services au Cameroun.
L'enquête a porté sur un échantillon constitué de 234 formations sanitaires réparties dans les 10 régions du pays. Huit cadres de l'INS ont assuré la supervision et 22 agents, sélectionnés à l'issue d'une formation de 3 jours, ont collecté les données sur le terrain. L'exploitation des questionnaires est terminée. L'analyse des données est en cours et le rapport de l'étude est attendu pour le mois de septembre 2014.

Atelier sur l'élaboration de l'Indice des Prix de la Production Industrielle

Du 03 au 10 août 2014, l'Institut National de la Statistique a organisé à Dschang un atelier pour rédiger les documents relatifs à l'élaboration de l'Indice des prix de la production industrielle (IPPI). Il s'agit du document de méthodologie ainsi que des outils de collecte (questionnaire d'identification et questionnaire de suivi). A l'issue de l'atelier, les documents ont été produits et transmis à AFRISTAT pour observations. Les travaux liés à l'échantillonnage des produits servant à l'enquête d'identification (enquête de base) sont en cours de finalisation.

Atelier de présentation, de validation des outils, manuels et application de numérisation

Du 11 au 14 août 2014, l'Institut National de la Statistique a organisé à Mbalmayo, l'atelier de présentation et de validation des outils et l'application de gestion des archives. Cette activité s'inscrit dans la perspective de doter l'INS d'un système de dématérialisation des questionnaires d'enquêtes et documents papiers afin de migrer à terme vers un système de gestion électronique des documents (GED).

L'atelier avait pour objectif global de finaliser la liste des documents administratifs à numériser, valider les manuels de procédures de dématérialisation et les fonctionnalités de l'application informatique développée pour faciliter la consultation des documents numérisés.
Au terme de l'atelier, l'objectif a été atteint et au cours du quatrième trimestre, une équipe sera mise en place pour procéder à la dématérialisation des documents de l'INS.

Côte d'Ivoire
www.ins.ci

Enquête Post Censitaire de Couverture (EPC 2014)

La cérémonie de lancement de l'Enquête post censitaire de couverture (EPC 2014) a eu lieu, le 07 juillet 2014 à Adjamé. Le Directeur Général de l'INS, M. Ibrahima Ba, a saisi cette occasion pour expliquer aux agents enquêteurs et à la presse, les enjeux de cette opération qui constitue la 5ème phase du processus du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), après la phase de dénombrement.
La collecte des données s'est déroulée du 12 au 31 juillet 2014 et a mobilisé 462 agents enquêteurs, 115 chefs d'équipe, 25 superviseurs régionaux et 5 coordonnateurs.
Toujours dans le cadre de l'EPC, M. André Mayouya, expert international, a effectué une mission en Côte d'Ivoire, sur financement de l'UNFPA. Celle-ci visait à apporter un appui technique à l'INS en vue d'obtenir des résultats de qualité et de renforcer les capacités des cadres de l'INS. La mission a démarré le 28 juillet 2014 et a duré deux semaines.

Atelier de formation sur la « Diffusion et l'entreposage des données »

Du 09 au 11 septembre 2014, l'Institut National de la Statistique a organisé en collaboration avec le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), un atelier de formation sur la « Diffusion et l'entreposage des données ». Cet atelier a été animé par M. Baye Diack, administrateur des bases de données à l'ANSD de Dakar.
Ont pris part à cet atelier, 10 participants, informaticiens, statisticiens, démographes ou économistes.

Convention entre l'Institut National de la Statistique (INS) et l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE)

La salle de conférence de l'AGEPE a servi de cadre, à la cérémonie de signature d'une convention entre l'INS et l'AGEPE, le mercredi 10 septembre 2014.
La signature de ladite convention qui s'est déroulée en présence des directeurs généraux de l'AGEPE M. N'Dri Phillipe et de l'INS M. Ibrahima Ba, porte sur la réalisation de l'Enquête sur la situation de l'emploi et le secteur informel en 2014.
Les deux parties ont salué le sens de cette collaboration et se sont engagées à travailler à la réalisation effective de toutes les actions identifiées dans la mise en œuvre de cette convention.

Elaboration du Plan Stratégique Côte d'Ivoire – Pays émergent en 2020

Une mission de l'OCDE, conduite par Mme Carine Viac, a séjourné à Abidjan dans le cadre de l'élaboration du Plan Stratégique Côte d'Ivoire – Pays émergent en 2020. Reçue le 02 Septembre 2014 par le Directeur Général de l'INS, M. Ibrahima Ba, cette mission a échangé avec M. Ba sur les données économiques et socio-démographiques, que l'INS pourrait fournir en vue de l'accomplissement de leur mission.
M. Ibrahima Ba a rassuré la mission quant à la disponibilité de son Institution à accompagner l'OCDE pour l'obtention de ces données capitales et indispensables à l'élaboration de ce plan pour l'émergence de la Côte d'Ivoire.

Mission du Fonds Monétaire International (FMI) à l'INS

Le 17 Septembre 2014, une mission du Fonds Monétaire International composée de Mme Carla Macario, de M. Eric Métreau et de Mme Amina Coulibaly a été reçue par le Secrétaire Général de l'INS, M. Doffou N'guessan Gabriel.
L'objet de cette rencontre était d'avoir des explications détaillées sur les bases techniques de production des Comptes définitifs de 2012 qui ont révélé un taux de croissance du PIB de 10,7%.

Validation de l'Annuaire Statistique sur l'Intégration Africaine dénommé (KEYSTATS) édition 2014

Une délégation de l'Union africaine (UA) composée de MM. Jose Awong Alene, Samson Nougbodehoue et de Paul Kutoati a été reçue, le 12 Septembre 2014 par le Directeur Général de l'INS, M. Ibrahima Ba. Cette mission avait pour objet la validation de l'Annuaire statistique sur l'Intégration africaine dénommé (KEYSTATS) édition 2014.
Les échanges ont porté sur la tenue de la réunion des Directeurs généraux des INS en décembre prochain à Tunis et sur l'organisation de la conférence des Ministres en charge de l'Etat civil qui se tiendra en Février 2015 à Abidjan.
M. Ibrahima Ba a rassuré la mission quant à la disponibilité de son Institution à accompagner l'UA pour la réussite de ces événements.

Gabon
www.stat-gabon.org

Au cours de la période sous revue, la Direction générale de la statistique (DGS) a reçu la mission de deux consultants internationaux dans le cadre du traitement des données du Recensement général de la population et des logements (RGPL 2013). Il s'agit de :

- Mme Leonilde Antonieta T. de Lima, consultante internationale en cartographie et SIG pour l'évaluation de la stratégie de traitement des données cartographiques, l'apurement de la base de données cartographique et la production des tableaux statistiques de ces données aux fins d'analyse. Cette mission a permis de renforcer la capacité des cadres de la DGS dans la production des tableaux sous CSPro, la stabilisation de la base cartographique et l'élaboration de la stratégie de traitement des données.

- M. Macoumba Thiam, consultant international en analyse des données de recensement avait quant à lui pour mission l'évaluation des besoins en matière d'analyse des données du recensement, la mise en place des équipes d'analystes et le lancement des activités d'analyse. Les résultats atteints ont trait à l'élaboration de la stratégie d'analyse, la formation des cadres à la conception des plans d'analyse et de tabulation des données du recensement et la finalisation des plans d'analyse et de tabulation.

Mali
www.instat.gov.ml

L'actualité de l'INSTAT au cours de ce troisième trimestre a été marquée par :

- l'adoption par le Gouvernement, le 30 juillet 2014, de la deuxième génération du Schéma directeur de la statistique assorti d'un plan d'action couvrant la période 2015-2019.

- l'organisation de l'atelier national de restitution des résultats de la cinquième Enquête démographique et de santé du Mali, le 4 août 2014. A cette occasion, des ateliers plus restreints ont été aussi organisés à l'intention :

  - des journalistes pour bien interpréter les résultats et soutenir leurs articles portant sur la santé de la femme et de l'enfant avec des chiffres ;

  - des chefs de programmes dans le secteur de la santé afin de leur permettre d'identifier des actions prioritaires et pertinentes sur la base de ces résultats.

- Le démarrage des travaux préparatoires de l'Enquête à indicateurs multiples (MICS), prévue pour janvier 2015 en collaboration avec l'UNICEF est effectif. Cette enquête porte sur les indicateurs relatifs aux femmes et aux enfants.

Sénégal
www.ansd.sn

Recensement général de la population et de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE) : Publications des résultats définitifs

A la suite de la publication des données provisoires du RGPHAE en fin mars 2014, l'ANSD compte restituer les résultats définitifs le 25 septembre 2014 lors d'un Atelier qui va regrouper tous les utilisateurs et les partenaires. Cette publication des résultats définitifs intervenue moins d'une année après la fin du dénombrement a été rendue possible grâce à l'utilisation des Personal Digital Assistant (PDA) comme outil de collecte à la place des questionnaires papiers et à l'assistance technique de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) et de l'INS du Cap-Vert.

Par ailleurs, l'ANSD entend étendre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les autres opérations statistiques afin de renforcer davantage la qualité des données et de raccourcir les délais de mise à disposition des données aux utilisateurs.

Refonte du Système d'information géographique statistique (Sig-Stat) de l'ANSD : vers une meilleure prise en compte de la cartographie des Services Sociaux de Base (SSB)

L'ANSD a lancé au début du mois de septembre 2014, un projet d'amélioration du Sig-Stat afin de l'orienter vers une meilleure connaissance de la répartition géographique des services sociaux de base. L'objectif de ce projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers un meilleur accès des populations aux services sociaux de base particulièrement dans les zones défavorisées. Ce projet entre dans le cadre du Plan national de géomatique (PNG) du Sénégal, appuyé par la Coopération canadienne, qui vise entre autres, à mettre en place, pour l'administration centrale, les services techniques de l'État et les collectivités locales, des outils d'analyse, de gestion et d'optimisation des prises de décision, basées sur les technologies géospatiales.

Coordonné au niveau technique par l'ANSD, ce projet de cartographie des SSB compte également d'autres intervenants identifiés dans le Groupe inter-institutionnel de concertation et de coordination en géomatique (GICC), comme le Projet d'appui canadien (PAC), l'Agence de l'informatique de l'Etat (ADIE), le Centre de suivi écologique (CSE) et le Ministère de l'économie, des finances et du plan (MEFP) à travers la Direction générale du plan (DGP), le Centre d'études de politiques pour le développement (CEPOD), la Direction de la prévision des études économiques (DPEE), la Direction du traitement automatique de l'information (DTAI).

Autres activités

Durant ce trimestre, l'ANSD a procédé à la production et à la diffusion des publications conjoncturelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, le commerce extérieur, les statistiques économiques, le PIB trimestriel.

Tchad
www.inseed-tchad.org

Mise en œuvre de la Troisième Enquête démographique et de santé au Tchad (EDST3) combinée à une Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS) incluant un volet sérologie VIH dénommée EDT-MICS 2014

Au cours de ce troisième trimestre 2014, l'INSEED a réalisé l'Enquête Pilote du 2 au 5 juillet 2014. Le test de présélection des agents de l'enquête principale s'est déroulé le 7 août 2014, suivi d'une deuxième réunion du Comité de Pilotage le 13 août 2014. La formation des agents de collecte et de traitement a eu lieu du 12 août au 17 septembre 2014. L'impression des documents techniques (questionnaires, manuels, etc.) a démarré le 5 août et a pris fin le 5 septembre 2014. Les missions de sensibilisation pour l'enquête principale sont prévues du 15 septembre au 15 octobre 2014. Les travaux de collecte ont démarré dans la ville de N'Djaména le 25 septembre 2014 avant leur extension dans les 22 autres régions. Les missions de suivi de la collecte des données seront réalisées du 19 septembre au 19 Décembre 2014.

Recensement général des entreprises (RGE)

Le repérage du RGE a démarré en juin 2014. Parallèlement à la collecte sur le terrain, la saisie se fait au bureau et a pris fin le samedi 9 août 2014. L'apurement des données est en cours.

Après le repérage, la première phase du RGE est prévue pour le mois de septembre 2014. Au cours de cette phase, il sera question d'administrer le questionnaire aux entreprises identifiées lors de la phase de repérage.

Enquête d'ppinion sur la justice au Tchad (EOJT-2014)

Commanditée par le Ministère de la justice et des droits de l'Homme (MJDH), l'EOJT a deux volets : un volet ménage mené dans les 165 grappes tirées dans les 10 régions concernées par l'enquête et un volet justiciable auprès des juridictions de ces mêmes régions. La collecte a démarré depuis le 4 août et va se prolonger jusqu'au 17 septembre. La saisie des données suivra cette étape.

Enquête sur les Privations Multidimensionnelles et la Vulnérabilité au Tchad (EPMVT)

L'EPVMT a été réalisée en partenariat avec l'Université d'Oxford (Angleterre) en 2012. Une équipe d'analystes s'est retirée du 4 au 19 août 2014 à Douguia pour élaborer le plan d'analyse et de tabulation. L'analyse vient effectivement de démarrer et une seconde retraite de finalisation des drafts s'est déroulée au cours de la première quinzaine de septembre 2014.

Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2) de 2009

Cinq rapports thématiques (Migration, Natalité-fécondité, Caractéristiques économiques, Etat-Structure de la population et mortalité) sont déjà à l'imprimerie depuis le mois de juillet 2014 et seront livrés début septembre 2014. Huit autres rapports thématiques (Evaluation de la Qualité des Données, Projections Démographiques 2009-2050, Scolarisation-Alphabétisation-Niveau d'instruction, Analyse de la Pauvreté non monétaire, Situation des personnes âgées, Situation des refugiés, Situation des nomades et état matrimonial-nuptialité) attendent le financement pour leur impression.

Comptabilité Nationale

Du 04 au 15 Aout 2014, l'INSEED a accueilli M. Joseph Fouking, expert en comptabilité nationale, de nationalité camerounaise, pour les travaux de synthèse des comptes de l'année 2010. La mission de l'expert a été financée par AFRITAC Centre.

Échange de bonnes pratiques

La Coordination de l'aide des PTF : Comment la statistique malienne se l'est appropriée ?

M. Seydou Moussa Traoré, Directeur Général de l'Institut national de la statistique du Mali (INSTAT)

Grâce à l'existence d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique bien intégrée au cadre national de planification et à l'adhésion aux principes de la Déclaration de Paris, le Mali réussit la coordination de son système statistique.

Le Mali s'est dotée depuis 2006 d'une Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) assortie d'un plan d'actions quinquennal appelée Schéma directeur de la statistique (SDS). Le SDS est intégré au Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCRP) et constitue le cadre unique de référence pour le développement des statistiques dans lequel doivent s'insérer les appuis des Partenaires techniques et financiers (PTF). La coordination des actions des PTF en matière statistique est faite à deux niveaux.

1 Groupe statistique des Partenaires techniques et financiers (PTF)

Les PTF au Mali ont mis en place des cadres de concertation pour mieux coordonner leurs interventions et échanger des informations à la fois aux niveaux général et sectoriel. Actuellement, il existe trois niveaux de coordination. Le premier niveau est la coordination globale autour du CSCRP assurée par le Collectif des Chefs d'agence et Chefs de mission. Le deuxième niveau est la coordination sectorielle et thématique autour de 10 groupes thématiques et 3 groupes transversaux. Le troisième niveau est la coordination autour des sous secteurs identifiés dans les 13 groupes thématiques PTF. Parmi ces sous secteurs figure celui des Statistiques du Groupe thématique Cadre macro-économique.

Le Groupe thématique statistique (GTS) a pour mission générale d'appuyer l'organisation de l'aide au domaine de la statistique des PTF et suivre la mise en œuvre du SDS. Tout partenaire qui le souhaite peut adhérer au GTS. Le GTS se réunit une fois par mois en présence des principaux acteurs du Système Statistique National. Il travaille selon des principes s'inspirant de la Déclaration de Paris à savoir l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats, la responsabilité mutuelle.

La mise en place du GTS en 2007 a permis de faciliter la mobilisation des ressources pour le financement des activités prioritaires identifiées dans le SDS parmi lesquelles, la réalisation de grandes opérations statistiques comme le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009 et l'enquête MICS-ELIM de 2010. Elle a permis également d'améliorer le financement de la statistique sur les ressources nationales et de soutenir les réformes institutionnelles du système statistique national. Enfin, il a permis de mobiliser le financement du processus d'élaboration du Schéma Directeur de la Statistique 2ème génération selon les recommandations de PARIS21.

2 Revue annuelle du Schéma directeur de la statistique

Il est organisé chaque année une revue du Schéma directeur de la statistique. Cette revue est un forum de discussion entre les différents acteurs du SSN d'une part et entre le Gouvernement et les PTF d'autre part. Elle est organisée en deux sessions : une session technique suivie d'une session politique. La session technique rassemble l'ensemble des acteurs du SSN y compris les PTF. Au cours de cette session, sont examinés le bilan des activités de l'année passée et le programme des activités des trois années à venir. Des recommandations sont également faites à l'endroit du Gouvernement, des structures du SSN et des PTF. Au cours de la session politique, le Gouvernement discute avec les PTF des conclusions et recommandations ainsi que du programme triennal issu de la session technique. Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les recommandations qui lui sont adressées afin de rendre plus performantes la production, l'analyse et la diffusion des statistiques.

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, 13-17 octobre 2014
Séminaire annuel sur la comptabilité nationale

Bamako, 3-7 novembre 2014
Atelier d'échanges entre Responsables de la communication des INS et journalistes

Kigali, 11-13 novembre
2ème réunion du Forum « Africa for Result » et 7ème réunion de l'AfCop

Burundi, 10-14 novembre 2014
Séminaire sur la comptabilité nationale

Ankara, 19-20 novembre 2014
Groupe de travail sur le renforcement des capcités des cadres des Etats membres de l'OIC sur l'analyse de la pauvreté

Dijon, 17-21 novembre 2014
Colloque francophone de sondage

Paris, 19-21 novembre 2014
15ème Colloque de l'Association de comptabilité nationale

Cotonou, 24-28 novembre 2014
Séminaire de conjoncture du second semestre, Afrique de l'Ouest

Paris, 24-27 novembre 2014
Atelier sur la confidentialité des données statistiques et la diffusion des micro-données

Douala, 1er-5 décembre 2014
Séminaire de conjoncture du second semestre, Afrique centrale

Tunis, 8-12 décembre 2014
1ère session conjointe Commission africaine de statistique et Comité des Directeurs Généraux des INS

NÉCROLOGIE

C'est avec une grande tristesse que nous vous annonçons le décès de M. Paul NGOGANG, premier Directeur de l'Institut de Statistique, de Planification et d'Economie Appliquée (ISPEA) de Yaoundé (Cameroun) devenu Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA), survenu en août 2014 en France.

Le personnel de la Direction générale d'AFRISTAT exprime sa tristesse pour cette disparition et présente ses sincères condoléances à la famille de l'illustre disparu.

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : http://www.afristat.org

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre **d'AFRISTAT** en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI, Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739